



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 11 – 19 mars 2021

## Sommaire

### Fait Marquant

- Le Gouvernement dévoile la nouvelle stratégie nationale de décarbonation de l'industrie

### Climat & Energie

- Alok Sharma précise les ambitions de la présidence britannique en vue de la COP 26
- Le RU fait de la lutte contre le changement climatique sa priorité en matière de politique étrangère en 2021
- Le RU est à mi-chemin en vue de l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050
- Le projet de mine de charbon dans le nord de l'Angleterre continue de diviser le Gouvernement
- Les dépenses des compagnies pétrolières et gazières en Mer du Nord sont à leur plus bas depuis 2004
- National Grid* s'invite dans la distribution d'électricité en acquérant *Western Power Distribution*

### Environnement

- La ville de Bath met en place sa zone à faibles émissions
- Une nouvelle coalition d'entreprises britanniques se mobilise pour lutter contre la perte de biodiversité

### Industrie

- Le Gouvernement investit 3 M£ dans une plateforme multimodale d'hydrogène pour le transport

### Transport

- Le Gouvernement investit 3 Md£ pour relancer le transport en bus
- L'industrie automobile britannique se serait fortement opposée à l'avancement de la date d'interdiction de la vente de véhicules thermiques
- Le Gouvernement modifie le programme de subventions pour les véhicules électriques rechargeables
- Motor Fuel Group* (MFG) installera 2 800 bornes de recharge rapides dans ses stations-services d'ici 2030

## Fait marquant

### Le Gouvernement dévoile la nouvelle stratégie nationale de décarbonation de l'industrie

Le ministre de l'Economie et de l'Energie, Kwasi Kwarteng, a présenté mercredi 17 mars la nouvelle stratégie nationale de décarbonation de l'industrie ([Industrial Decarbonisation Strategy](#)), qui détaille notamment la répartition de financements annoncés en novembre 2020 dans le cadre du [Plan pour une révolution industrielle verte](#), dont plus d'1 Md£ sont dédiés à la réduction des émissions de l'industrie, des écoles et des hôpitaux. Le plan devrait permettre de créer et de soutenir 80 000 emplois au Royaume-Uni au cours des 30 prochaines années, tout en réduisant de deux tiers les émissions du secteur de l'industrie d'ici 2035, et en faisant passer à environ 40 % la consommation énergétique totale de l'industrie issue de sources bas carbone d'ici 2030 (20 TWh). Pour lancer le processus, 171 M£ provenant de l'[Industrial Decarbonisation Challenge](#) ont été alloués à neuf projets dédiés à l'hydrogène et à la technologie de capture et de stockage du carbone (CCUS). Dans le cadre du plan de décarbonation du secteur public ([Public Sector Decarbonisation Scheme](#)), 932 M£ ont été dédiés à 429 projets visant à réduire les émissions de carbone des bâtiments publics – notamment les hôpitaux, les écoles et les bâtiments municipaux – à travers des technologies de chauffage basse consommation, telles que les pompes à chaleur, et des mesures d'efficacité énergétique, telles que l'isolation et l'éclairage LED. Le Gouvernement prévoit également d'introduire de nouvelles règles pour mesurer la performance énergétique et carbone des grands bâtiments commerciaux et industriels, y compris les immeubles de bureaux et les usines, ce qui pourrait permettre de réduire de plus de 2 millions de tonnes par an les émissions de ces bâtiments, soit environ 10 % de leurs émissions actuelles.

## CHIFFRE DE LA SEMAINE

591 TONNES DE CO2

C'est l'estimation des émissions quotidiennes de CO2 générées par l'utilisation des équipements de protection individuels contre le virus de la Covid 19 par les établissements hospitaliers et de soin en Angleterre, entre février et août 2020, selon une [étude récente](#). Les auteurs relèvent que cela équivaut à l'empreinte CO2 de 27 000 personnes, qui aurait pu être considérablement réduite en cas d'usage de produits fabriqués sur place, réutilisables et recyclables, une part importante des émissions étant liée à l'incinération de produits à usage unique.



## Climat & Energie

### Alok Sharma précise les ambitions de la présidence britannique en vue de la COP 26

A l'occasion d'un entretien accordé au [Guardian](#), le Président désigné de la COP 26 Alok Sharma a précisé les quatre objectifs de la Présidence britannique. Appelant l'ensemble des Etats à soumettre de nouvelles contributions déterminées nationales d'ici à 2030 plus ambitieuses, M. Sharma les invite également à adopter des plans d'adaptation en matière de changement climatique, à encourager les pays développés à financer davantage les mesures d'atténuation et d'adaptation dans les pays pauvres et à mobiliser la société civile. En marge de ces objectifs, il a appelé les Etats à ne plus construire de nouvelles centrales à charbon et à arrêter celles en service, parallèlement à un arrêt de la vente de véhicules thermiques. M. Sharma a par ailleurs demandé à l'ensemble des pays de prendre en compte le développement durable dans la relance économique post-Covid. Le projet controversé de mine de charbon et la baisse de l'aide publique au développement au RU (cf. articles supra) pourraient toutefois limiter la portée de cet appel.

### Le RU fait de la lutte contre le changement climatique sa priorité en matière de politique étrangère en 2021

A l'occasion de la publication le 16 mars de [l'Integrated Review](#) (p.89) qui fixe les priorités du Gouvernement britannique en matière de politique étrangère pour les dix prochaines années, ce dernier a confirmé que la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité constituaient sa priorité diplomatique pour l'année en cours. La revue indique que le Gouvernement affecterait de nouveau 0,7 %, et non 0,5 % comme c'est le cas actuellement, à l'aide au développement lorsque la situation économique le permettra. Le RU s'est engagé à accélérer sa transition vers la neutralité

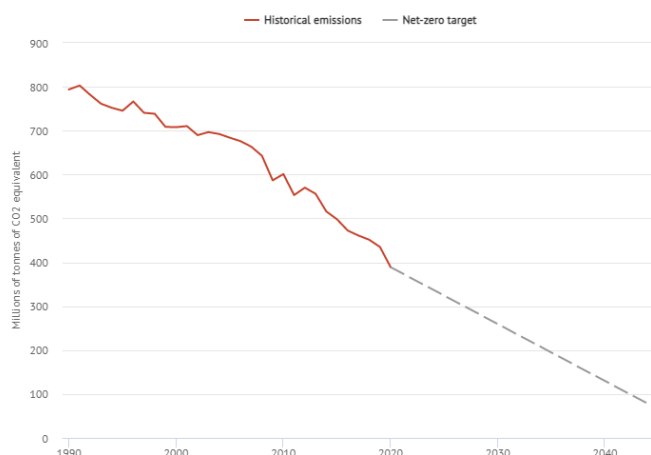
carbone mais aussi, sur le plan international, à agir en matière d'adaptation au changement climatique notamment auprès des états les plus vulnérables, à inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030, grâce notamment à plusieurs alliances internationales (*Global Ocean Alliance*, *High Ambition Coalition*), à encourager un usage soutenable et légal des ressources naturelles et à préserver enfin la biodiversité en la prenant en compte dans tous les projets d'investissement. La revue insiste par ailleurs sur deux points : la sécurité d'approvisionnement en énergie via la nécessité pour le RU de continuer à importer du gaz et du pétrole (p.92) et mieux protéger les océans (p.92) via l'intégration dans la convention sur la diversité biologique de toutes les dimensions du droit de la mer.

### Le RU est à mi-chemin en vue de l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050

Le think tank *Carbon Brief* a indiqué, dans [un rapport](#) publié le 18 mars, que le RU avait réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> de 51 % par rapport à 1990. La réduction massive des émissions de CO<sub>2</sub> en 2020 (-11 % par rapport à 2019), qui a permis de dépasser les 50 % de baisse, s'explique en grande partie par l'impact de la pandémie sur les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des transports. *Carbon Brief* indique toutefois que les émissions devraient rebondir en 2021 et en 2022, en raison d'une forte reprise économique. Le RU se situerait désormais juste au-dessus de la moyenne mondiale des pays en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant (4,5 t de CO<sub>2</sub> par personne et par an).



The UK is now halfway to net-zero greenhouse gas emissions  
Emissions in 2020 were 51% below 1990 levels



Émissions de gaz à effet de serre du territoire britannique entre 1990 et 2020, en millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. L'aviation et le transport maritime internationaux ne sont pas pris en compte, de même que les émissions associées à la consommation de biens et de services produits à l'étranger et importés.

Source : données provenant du BEIS et compilées par le Carbon Brief.

## Le projet de mine de charbon dans le nord de l'Angleterre continue de diviser le Gouvernement

Le ministre de l'Economie et de l'Energie [Kwasi Kwarteng](#) a indiqué le 18 mars qu'il existait des raisons évidentes (« *compelling reasons* ») pour ne pas poursuivre le projet d'ouverture d'une mine de charbon en Cumbria (nord de l'Angleterre), prenant le contrepied du ministre du Logement, des Communautés et des Affaires rurales, Robert Jenrick. Celui-ci estimait encore récemment que le projet n'entraînait pas en conflit avec les objectifs climatiques nationaux du RU et que la décision d'ouverture relevait d'abord de l'échelon local. Le *Climate Change Committee* s'est récemment prononcé contre le projet d'ouverture de la mine au motif qu'il augmenterait les émissions de CO<sub>2</sub> et porterait atteinte à la crédibilité du RU sur la scène

internationale. Alors que les partisans du projet mettaient en avant la création de 500 emplois, [un rapport](#) publié le 12 mars associant plusieurs think tanks et associations indiquait que près de [9 000 emplois « verts »](#) pourraient être créés en Cumbria en 15 ans dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, la chaleur renouvelable, l'électricité de source renouvelable et dans le secteur des déchets. La décision de R. Jenrick de se saisir *in fine* du projet pour en étudier les incidences a été mal reçue localement, par les parlementaires favorables au projet mais également du porteur du projet *West Cumbria Mining*, qui n'exclut pas d'attaquer les autorités locales en justice.

## Les dépenses des compagnies pétrolières et gazières en Mer du Nord sont à leur plus bas depuis 2004

Affectées par la baisse de la demande suite à la pandémie et devant réorganiser leurs activités en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, les compagnies pétrolières et gazières ont dépensé en 2020 [3,4 Md£](#) de moins qu'en 2019, soit une baisse de 23 %, selon [le rapport](#) d'Oil and Gas UK (OGUK), la fédération qui rassemble les industriels de la filière. Face à la baisse des prix et des revenus, les compagnies ont en effet repoussé certaines dépenses de développement et de maintenance, mais également d'exploration. La production aurait ainsi baissé de 5 % en 2020 à 1,6 M de barils et pourrait de nouveau baisser de 5 % en 2021 selon l'OGUK. Le Gouvernement britannique, qui envisage d'interdire toute [nouvelle licence d'exploration](#) pour le pétrole en mer du Nord (différentes dates allant d'une interdiction immédiate à une interdiction en 2040 sont évoquées) négocie actuellement avec les entreprises du secteur un accord de transition (*Transition Deal*) visant à les accompagner dans la transition bas carbone et la reconversion du secteur.

## National Grid s'invite dans la distribution d'électricité en acquérant Western Power Distribution

Le gestionnaire britannique du réseau d'électricité et de gaz [National Grid](#) (NG) a acquis le principal distributeur d'électricité au RU grâce à un échange d'actifs (7,8 Md£) avec le géant américain de l'énergie PPL. NG a annoncé céder en parallèle à PPL 3,8 Md\$ d'actifs dans la distribution électrique aux Etats-Unis ainsi que, prochainement, une majorité du capital du réseau de gaz britannique, *National Grid Gas*. Pour *National Grid*, cette opération vise à donner un coup d'accélérateur à sa transition énergétique et à profiter de la croissance attendue dans la distribution d'électricité grâce au raccordement des éoliennes, panneaux solaires et autres bornes de recharges de voitures électriques.

## Environnement

### La ville de Bath met en place sa zone à faibles émissions

[La ville de Bath](#), située dans l'ouest de l'Angleterre, a lancé sa zone à faibles émissions (*clean air zone*), la seconde après Londres. Les chauffeurs de véhicules ne répondant pas aux normes d'émissions Euro 6 pour les véhicules diesel et Euro 4 pour les véhicules essence devront s'acquitter d'une taxe de 9 £ par jour pour les véhicules légers à 100 £ par jour pour les bus et les camions afin de pouvoir circuler dans l'hyper centre. La taxe, qui sera applicable toute l'année et 24h sur 24, sera notifiée aux conducteurs selon un système de reconnaissance des plaques d'immatriculation via un système de caméras de surveillance. 9,4 M£ versés par le Gouvernement à la ville de Bath doivent permettre d'accompagner les conducteurs dans le remplacement de leurs véhicules polluants. La mise en place de la zone à

faibles émissions (ZFE) devrait permettre de réduire les concentrations de dioxyde de soufre avec pour ambition de respecter les limites légales d'ici à la fin de l'année. D'autres villes, comme Manchester et Birmingham, pourraient également mettre en place une ZFE d'ici à la fin de l'année.

## Une nouvelle coalition d'entreprises britanniques se mobilise pour lutter contre la perte de biodiversité

La nouvelle coalition « [The UK Business and Biodiversity Forum](#) » soutenue notamment par la *UK's International Chamber of Commerce* (ICC UK) et s'appuyant sur différents membres fondateurs tels que *Barratt Developments*, *Skanska*, and *Balfour Beatty* s'est engagée à lutter contre la perte de biodiversité et à engager un dialogue approfondi avec les entreprises en amont de la COP 15 sur la biodiversité prévue en Chine et de la COP 26 prévue à Glasgow en novembre 2021.

## Industrie

### Le Gouvernement investit 3 M£ dans une plateforme multimodale d'hydrogène pour le transport

Le ministère des transports (*DfT*) a dévoilé ce mercredi le plan directeur de la première [plateforme multimodale d'hydrogène pour le transport](#) (*multi-modal hydrogen transport hub*) au Royaume-Uni, dans la région de Tees Valley, dans le nord-est de l'Angleterre. [3 M£ seront investis](#) dans la création d'installations visant à tester l'utilisation de l'hydrogène comme carburant pour tous les modes de transport. Le site pourrait être pleinement opérationnel d'ici 2025 et contribuer à créer jusqu'à 5 000 nouveaux emplois dans la région, selon le *DfT*. La région de Teesside produit déjà plus de 50 % de l'hydrogène du Royaume-Uni et ce projet doit permettre d'évaluer la viabilité de l'utilisation de

l'hydrogène dans le secteur des transports pour une future montée en puissance. Le Gouvernement avait également annoncé début mars qu'il [soutiendrait à hauteur de 4,8 M£](#) le développement d'un centre de production d'hydrogène vert destiné aux poids lourds à Holyhead, au nord du Pays de Galles.

## Transport

### Le Gouvernement investit 3 Md£ pour relancer le transport en bus

Le Premier ministre Boris Johnson a annoncé le 15 mars un [investissement de 3 Md£ pour relancer le transport en bus au Royaume-Uni](#). La nouvelle stratégie du Gouvernement vise à proposer des trajets de bus (i) moins onéreux, avec la mise en place de prix plafonnés à la journée, pour permettre aux passagers de voyager autant que désiré sans surcoût, (ii) plus fréquents, avec davantage de services le soir et le week-end, et pour permettre le « *turn-up-and-go* » sur les lignes principales (les passagers n'ont plus besoin de se caler sur des horaires car l'attente d'un bus n'excède pas quelques minutes), (iii) plus simples, avec la généralisation du paiement sans contact et la facilitation des correspondances avec les autres modes de transports, et (iv) plus écologiques, avec la mise en service de 4 000 nouveaux bus électriques ou à hydrogène de fabrication britannique et le lancement d'une [consultation publique sur l'interdiction de la vente des bus diesel](#). L'amélioration des services à travers le pays et l'ouverture des centaines de kilomètres de nouvelles voies de bus s'inscrivent en outre dans le projet de « *levelling up* » du Gouvernement et doit encourager au retour à l'utilisation du bus plutôt que de la voiture après la pandémie.

### L'industrie automobile britannique se serait fortement opposée à l'avancement de la date d'interdiction de la vente de véhicules thermiques

Selon des observations écrites adressées au Gouvernement britannique et obtenues par le [Guardian](#), l'industrie automobile britannique se serait fortement opposée à l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs avant 2040 et aurait fait pression pour la retarder. La *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*, qui représente cette industrie, aurait affirmé qu'avancer l'interdiction risquait de faire chuter les ventes de voitures au Royaume-Uni. Ses modélisations montraient qu'avancer l'échéance à 2030 provoquait une chute des ventes de véhicules au RU de 2,3 millions en 2025 à 800 000 à la fin de la décennie. Concernant la demande de véhicules électriques, le groupe *BMW* aurait indiqué qu'il n'existait « aucune preuve scientifique pour soutenir une adhésion aussi ambitieuse du marché au Royaume-Uni » à horizon 2040 ou plus tôt. La décision du Gouvernement d'avancer la date de fin de vente des véhicules thermiques s'était fondée en partie sur l'avis du [Committee on Climate Change](#), qui soutenait qu'une interdiction totale, y compris pour les véhicules hybrides, était nécessaire d'ici 2032 pour que le Royaume-Uni atteigne ses objectifs de décarbonation.

### Le Gouvernement modifie le programme de subventions pour les véhicules électriques rechargeables

Le Gouvernement a révisé ce jeudi le [programme de subventions pour les véhicules électriques rechargeables](#) (voitures, camionnettes et camions) afin d'en resserrer les critères autour des gammes de véhicules plus abordables. Il accordera désormais des subventions allant jusqu'à 2 500 £ pour les voitures électriques dont le prix est inférieur à 35 000 £, contre des subventions plafonnées à 3 000 £ pour des véhicules coûtant jusqu'à 50 000 £ auparavant. Le nombre de modèles de voitures électriques



dont le prix est inférieur à 35 000 £ aurait augmenté de près de 50 % depuis 2019 et plus de la moitié des modèles actuellement sur le marché seraient toujours éligibles à la subvention. Le programme de subventions pour les véhicules électriques rechargeables avait été [renouvelé l'année dernière](#), et bénéficie d'un financement de 582 M£ jusqu'en 2022-2023.

### **Motor Fuel Group (MFG) installera 2 800 bornes de recharge rapides dans ses stations-services d'ici 2030**

[Motor Fuel Group](#) (MFG), la plus grande chaîne indépendante de stations-service du Royaume-Uni, va investir 400 M£ dans l'installation de 2 800 bornes de recharge rapides sur l'ensemble de son réseau national d'ici 2030. MFG opère sous des marques telles qu'Esso, BP, Shell, Murco, Texaco ou Jet. Le groupe déploiera de nouveaux emplacements réservés aux points de charge mais prévoit de maintenir en service ses pompes à essence bien après 2030 pour répondre à la demande des conducteurs de véhicules thermiques, qui devrait selon lui rester importante après l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres

Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Houel, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner :

[londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)